

CONSTRUCTION, DECONSTRUCTION ET MARGINALISATION DE L'EUROPE CENTRALE DANS LE DISCOURS FRANÇAIS

Antoine Marès

In :
Paul Gradvohl (dir.),
L'Europe médiane au XX^e siècle. Fractures, décompositions – recompositions – surcompositions

p. 195-213

Prague, CEFRES, 2011.
ISBN : 978-80-86311-23-4

Pour citer cet article :

Antoine MARÈS, « Construction, déconstruction et marginalisation de l'Europe centrale dans le discours français », *in* : Paul Gradvohl (dir.), *L'Europe médiane au XX^e siècle. Fractures, décompositions – recompositions – surcompositions*. Prague, CEFRES, 2011, p. 195-213.

CONSTRUCTION, DÉCONSTRUCTION ET MARGINALISATION DE L'EUROPE CENTRALE DANS LE DISCOURS FRANÇAIS

Antoine Marès

professeur à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne
UMR IRICE n° 8138 - CNRS/Université Paris 1/Université Paris 4

L'Europe centrale vue à travers le prisme français diffère des approches italienne, allemande, britannique ou américaine, ne serait-ce que parce que ces dernières sont sous-tendues par des contextes historiques et géopolitiques différents, même si elles ont parfois des points communs avec la grille de lecture française[1]. De plus, ce concept d'Europe centrale a souvent revêtu des connotations dévalorisantes en France : nous en suivrons très succinctement les méandres. La réflexion sur l'Europe centrale à partir de l'exemple français risque d'ailleurs d'en apprendre plus sur les modes de fonctionnement français que sur l'Europe centrale elle-même. On ne saurait d'autre part assez souligner que le concept 'Europe centrale' est une construction — il n'y a pas de dimension essentialiste ou téléologique de l'Europe centrale — intimement liée au temps et à l'espace, et par conséquent extrêmement mouvante au cours des deux derniers siècles. Cette contribution se limitera à lancer quelques pistes, propositions ou hypothèses, car nous manquons

[1] Il suffit pour cela de confronter les terminologies qui désignent cet espace ou d'observer les choix bibliométriques des bibliothèques nationales sur lesquels Paul Gradvohl a mis récemment l'accent (*L'Europe centrale est-elle concevable ? Les impasses de la sécurité nationale en Europe centrale : quel impact sur la cohérence régionale au XX^e siècle ?*, mémoire d'habilitation sous la direction de Didier Francfort, Université de Nancy 2, décembre 2009).

encore de travaux analytiques systématiques suffisants[2]. Étant donné l'espace limité imparti, elle sera présentée sous forme de thèses qui ne pourront être développées.

DE L'EGO-HISTOIRE[3]

Un peu d'ego-histoire permettra tout d'abord d'expliquer le cheminement d'une interrogation sur l'Europe centrale, de la mettre en perspective, de la relativiser, tout en précisant le lieu d'où je parle, précaution fondamentale quand la notion d'Europe centrale est abordée.

Depuis le début des années 1980, à une époque où il était encore rare de s'interroger sur cette région dans les milieux historiques français[4], deux préoccupations s'imposaient aux spécialistes : pourquoi et comment a-t-on connu l'Europe centrale ou une partie d'entre elle en France et, plus précisément, pourquoi cette

---

[2] Tout en laissant encore de vastes espaces pour une recherche systématique, deux études récentes viennent de combler une partie de ces lacunes : Catherine Horel, avec *Cette Europe qu'on dit centrale* (Paris, Beauchesne, 2009), présente d'abord une brève synthèse de l'histoire centre-européenne (dans un cadre habsbourgeois), et offre une réflexion sur la vision externe et interne de cet ensemble aux XIX^e^ et XX^e^ siècles à partir d'un riche matériau ; Paul Gradvohl, dans le mémoire d'habilitation cité, à travers des problématiques polymorphes, stimule la réflexion sur les outils d'appréhension qu'offrent les sciences humaines et sociales pour cerner l'Europe centrale.

[3] Cette réflexion s'appuie sur une série d'articles publiés entre 1980 et 2010 : « De l'intérêt en France pour les Pays tchèques au XIX^e^ siècle et au XX^e^ siècle », *Bulletin du Groupe d'Études tchèques et slovaques,* n° 1, 1980, p. 11-29. — « Les Français face au concept d'Europe centrale et orientale », *Cahier du Centre d'études des civilisations de l'Europe centrale et du Sud-Est*, n° 1, novembre 1983, p. 11-21. — « La vision française de l'Europe centrale, d'un prisme à l'autre (XIX^e^-XX^e^ siècle) », *in* : Gérard Beauprêtre (dir.), *L'Europe centrale. Réalité, mythe, enjeu, XVIII^e^-XX^e^ siècle*, Varsovie, Éditions de l'Université de Varsovie (Cahiers de Varsovie, n° 22), 1991, p. 377-390. — « Louis Eisenmann et l'Europe centrale (1897-1937) », *Regards sur l'indomptable Europe du Centre-Est du XVIII^e^ siècle à nos jours*, *Revue du Nord*, collection Histoire, n° 10, Lille 1996, p. 223-242. — « L'Europe centrale, mirage ou réalité? », *Dynamiques et transitions en Europe*, Genève, Peter Lang, 1996. — « L'Europe centrale en France au XX^e^ siècle : un concept géostratégique », *Specimina nova.* Pars secunda, Université de Pécs, 1999, p. 77-98. — « Quelques notations sur l'Europe centrale contemporaine : concepts et contours à travers l'exemple français », *East Central Europe in European History*, sous la direction de Jerzy Kloczowski et Hubert Laszkiewicz, Université de Lublin, 2009, p. 391-411.

[4] Il suffit de comparer l'historiographie française de la région à celles produites aux États-Unis, en Allemagne, voire en Grande-Bretagne. Pour un survol collectif récent, mais purement descriptif, voir Giovanna Brogi Bercoff, Pierre Gonneau, Heinz Miklas (dir.), *Contribution à l'histoire de la slavistique dans les pays non slaves*, Vienne, Verlag der Österreichischen Akademie der Wissenschaften, 2005, p. 317-360 pour le bilan français.

connaissance a-t-elle été si tardive et si difficile ? À cela s'ajoutait une seconde motivation qu'avec le recul on peut expliciter : enseignants à l'INALCO, nous constituions un groupe d'historiens[5] de plus en plus irrités par deux choses : premièrement, l'ignorance de nos collègues, qui voyaient l'Europe de l'Est comme un magma indifférencié alors que nous savions pertinemment par nos études et nos expériences que derrière le masque idéologique des régimes communistes se cachaient des réalités extrêmement différenciées ; nous commencions aussi à refuser la marginalité dans laquelle l'étude de la région nous cantonnait sur la scène historique où, au mieux, notre présence scientifique fonctionnait comme un alibi dans un champ européen systématiquement confondu et limité à ses dimensions occidentale et institutionnelle. C'est ce qui nous a conduits à fonder quelques années plus tard le Centre d'étude de l'Europe médiane, héritier du Centre de l'Europe centrale et du Sud-Est, créé par Georges Castellan en un temps où les relations scientifiques fonctionnaient sur un mode bilatéral, que nous souhaitions désormais élargir à des approches multilatérales et à des problématiques nouvelles[6].

C'est dans ce cadre qu'est né, il y a une vingtaine d'années, le concept d'Europe médiane chez les historiens (car il avait été déjà utilisé peu avant par les géographes, notamment par Yves Lacoste[7]). Ce centre, dont j'assumais alors la direction, était lié à un département de langues qualifié d' « Europe centrale et orientale », qui couvrait un espace allant de la Finlande au nord à la Grèce au sud, du monde germanophone à l'ouest à la Russie à l'est. Nous avions (sauf pour la Grèce méditerranéenne, d'ailleurs rattachée à un autre centre de recherche) une dimension commune : la présence directe ou indirecte de l'URSS dans la zone. Mais nous sentions à travers nos enseignements et nos recherches que cet ensemble n'était qu'artificiellement lié ; et de nos réflexions communes, nous

[5] Regroupant notamment Georges Castellan, Bruno Drweski, Catherine Durandin, Bernard Lory, Michel Prigent…

[6] Nous souhaitions abandonner un mode de fonctionnement fondé sur un réseau de relations officielles fortement encadrées : les interlocuteurs étaient très souvent investis dans la diffusion de la science « officielle » (ils appartenaient majoritairement aux instituts d'histoire des Académies des sciences de leurs pays). C'était particulièrement vrai pour certains pays du sud-est européen (Bulgarie, Roumanie, Albanie) ; ça l'était moins pour la Pologne, la Hongrie ou la Yougoslavie. Voir *Deux siècles d'histoire de l'École des langes orientales*, Paris, Hervas, 1995, p. 197-199, et les publications de CECECESE (Inalco).

[7] Avec le numéro 48 d'*Hérodote*, en 1988.

avons conclu qu'il fallait subdiviser cette Europe médiane en trois sous-ensembles ; l'Europe baltique, l'Europe centrale et l'Europe balkanique [8]. Un tel classement n'est pas entièrement satisfaisant, puisqu'on se heurte à des auto-situations par les nations en question qui ne coïncident pas forcément avec ces catégorisations ; les Polonais et Lituaniens se réclament de l'Europe du Centre-Est ou du Centre, certains Tchèques se revendiquent exclusivement de l'Occident... Et, en France, d'autres termes, comme Europe danubienne, venaient concurrencer de manière anarchique quant aux contenus, ces désignations traditionnelles ou nouvelles. Mais cela nous paraissait assez cohérent, présentait l'avantage d'être dégagé de toute connotation historique (à la différence du *Mitteleuropa* allemand, fortement alourdi par le pangermanisme et l'expérience nazie) et correspondait aux menaces communes qui avaient pesé sur ces trois entités : Germains, Suédois et Russes au Nord, Germaniques, puis Soviétiques au Centre (avec des incursions périphériques des Suédois et des Ottomans), Ottomans, puis Soviétiques au Sud. D'où des ciments historiquement partagés. À cela s'ajoutaient des traits de civilisation communs à ces trois ensembles (d'ordre sociétal, religieux...).

Par ailleurs, cette redécouverte de l'Europe médiane en France s'est déroulée dans un contexte que vient de rappeler Catherine Horel[9]. Elle a eu lieu dans les années 1980 (à la suite de l'Italie à la fin des années 1970), avec la grande exposition du Centre Georges Pompidou consacrée à *Vienne, 1880-1938, l'apocalypse joyeuse*[10]. Elle s'est développée sur fond d'effondrement du bloc soviétique, puis de « retour vers l'Europe » avec l'intégration de la majorité des États d'Europe centrale et orientale dans les structures occidentales. Il s'agissait d'affiner la connaissance de l'Autre Europe, de moins en moins rejetée uniment derrière le rideau de fer et de renouer avec cette matrice du XX[e] siècle qu'avait été l'Europe centrale, avec la psychanalyse, la relativité, la génétique, la Sécession et la musique moderne... Vienne a alors joué un rôle de locomotive pour les autres

[8] *Cahier du Centre d'Étude des civilisations de l'Europe centrale et du Sud-Est*, n° 1, Paris, Inalco, 1983.

[9] *Op. cit.*, p. 299-303.

[10] Jean Clair (dir.), Paris, éditions du Centre Pompidou, 1986. Le mouvement venait également des États-Unis, avec les ouvrages de Carl Schorske, *Vienne, fin de siècle. Politique et culture*, couronné par le prix Pulitzer en 1981 (traduit au Seuil, Paris, 1983) et de William M. Johnson, *L'esprit viennois*, traduit en français en 1985 (PUF), lui-même précédé par le célèbre article de Milan Kundera dans *le Débat* (1983).

composantes de la monarchie austro-hongroise dans une vague nostalgique de retour vers le passé, vers la charnière des XIX^e^ et XX^e^ siècles. Tout cela a évidemment pesé sur les milieux scientifiques et sur leurs réflexions, et par conséquent sur tous ceux qui se sont penchés sur ces problématiques. Le séminaire qui nous réunit à Prague en 2009 aurait été impossible dans les années 1980, voire 1990, pour des raisons politiques et idéologiques évidentes, mais aussi dans la mesure où il met l'Europe centrale au centre et non plus à la périphérie de nos préoccupations.

Il faut également souligner à quel point le discours français sur l'Europe centrale a été constamment et nationalement instrumentalisé par les historiens français depuis les années 1870[11]. Il est rarissime qu'il ne soit pas au service d'une des capitales de l'Europe centrale[12]. Et cela concerne également la dimension germanique de l'Europe centrale. Il a fallu attendre la génération née après la Deuxième Guerre mondiale pour avoir des historiens qui se préoccupent d'une compréhension régionale qui ne voue pas aux gémonies telle ou telle de ses composantes. Les démarches sont souvent consciemment[13] ou inconsciemment[14] mercenaires. Telle

[11] On pourrait évoquer à titre d'illustration plusieurs clivages successifs : avant et après 1914-1918, un clan slavisant face à un clan proche des Autrichiens et des Hongrois ; à partir de 1918, un clan démocrate, voire de gauche, face à un clan conservateur ; à partir de 1945, un clan prosoviétique face à un clan antisoviétique. Et tout cela de manière souvent caricaturale.

[12] Même Victor-Lucien Tapié a écrit un opuscule de propagande hostile aux revendications polonaises sur Teschen : *Le pays de Teschen et les rapports entre la Pologne et la Tchécoslovaquie*, Paris, Centre d'études de politique étrangère, 1936. Par ailleurs, son œuvre — et notamment ses deux *opus* majeurs sur l'Europe centrale (*L'Europe de Marie-Thérèse* et *Peuples et monarchie du Danube*, aux éditions Fayard) — s'élève au-dessus des querelles nationales en conservant une certaine nostalgie pour les traces d'une Europe habsbourgeoise qu'il avait découvertes lors de ses séjours de l'entre-deux-guerres, à Prague et à Vienne. Bernard Michel s'est inscrit dans ce sillage à partir des années 1960, avec une prédilection pour l'histoire économique et l'histoire culturelle.

[13] Les volumes de la célèbre collection Que-sais-je (des Presses universitaires de France) consacrés aux pays d'Europe centrale illustrent la plupart du temps la faiblesse de l'historiographie française et les *a priori* nationaux ou idéologiques des auteurs. Entre autres, pour le domaine historique, les volumes que Jean Bérenger a consacrés à la Tchécoslovaquie et Georges Castellan à la RDA — qui par ailleurs ont largement contribué à une diffusion de la connaissance sur l'Europe médiane — montrent à quel point le souci scientifique a pu être sacrifié aux stéréotypes nationaux ou aux « précautions diplomatiques ».

[14] Il reste difficile, quand on part scientifiquement d'un point de vue national particulier, d'envisager d'autres parties de l'Europe centrale à la fois en empathie et avec distance. D'où la difficulté jusqu'ici à écrire une histoire de l'Europe centrale qui ne soit pas seulement le résultat de collages (*cf*. l'intéressante tentative de la monumentale *Histoire de l'Europe du Centre-Est*, Paris, PUF, 2004, pilotée notamment par Jerzy Kłoczowski, Daniel Beauvois et Marie-Élizabeth Ducreux).

n'est plus l'attitude de la génération médiane ou plus jeune dont l'approche pondérée s'efforce d'appréhender la région d'un point de vue scientifique et européen : il s'agit désormais de saisir supranationalement les phénomènes, les positions des uns et des autres, les conflits. Il n'empêche qu'une telle position reste inconfortable, car elle éveille systématiquement le soupçon de partis pris dissimulés, tant les antagonismes internes à la région, les stéréotypes, les intérêts nationaux — réels ou fantasmés — et les compétitions étatiques restent vifs.

DÉCOUVERTE ET MARGINALISATION DE L'EUROPE CENTRALE

Comment se sont donc déroulées la découverte de l'Europe centrale, terme ici utilisé comme métaphore de l'Europe médiane (et non comme synonyme), et la construction de sa marginalisation ?

Tout d'abord, si nous avons tant de difficultés à manier le concept d'Europe centrale, c'est dû à l'extrême complexité ethnique, linguistique, religieuse et historique de la région, sur laquelle il est inutile de s'appesantir ; c'est dû aussi aux phénomènes de mobilité et de discontinuité qui l'ont traversée ; c'est enfin lié aux filtres et aux masques qui entourent cette zone, qu'il s'agisse des filtres nationaux d'appréhension (germanique) ou des masques étatiques qui dissimulent des hétérogénéités que les États tentent de nier, mais qui n'en existent pas moins (les minorités, les traditions historiques différentes, les anciennes frontières étatiques et souvent culturelles...). Rappelons aussi les déformations proprement françaises : le gallocentrisme, le dialogue exclusif avec les grandes puissances, et au départ l'écran allemand[15].

Le deuxième point concerne le décalage entre réalité et langage ou sémantique. Le terme Europe centrale n'apparaît qu'entre les années 50 et 70 du XIX^{e} siècle. Auparavant, les divisions de l'Europe ne prenaient pas en compte l'Europe centrale et les observateurs de l'Europe raisonnaient en termes dynastiques[16]. Jusqu'au XIX^{e} siècle, l'Europe centrale est dissimulée derrière la dynastie habsbourgeoise et n'émerge qu'au rythme lent de l'affirmation des sciences humaines

[15] Antoine Marès, « De l'appétence française pour l'Europe centrale », *Ligeia*, XXII^{e} année, n° 93-96, juillet-décembre 2009, p. 26-31.

[16] Sur ce sujet, Antoine Marès, *Cahier du Centre d'Étude des civilisations de l'Europe centrale et du Sud-Est* n° 1 (Inalco, 1983), art. cit., et « La vision française de l'Europe centrale. D'un prisme à l'autre (XIX^{e}-XX^{e} siècles) », *op. cit.*

et des multiples nationalités de la région. Le dictionnaire de Bruzen de la Martinière[17] ne divise pas l'Europe en sous-parties et se contente d'évoquer l'embouchure de la Dwina ou celle de l'Obi (c'est-à-dire avant ou après l'Oural) comme frontières orientales de l'Europe. Pierre Larousse, dans son *Dictionnaire universel du XX^e siècle* (1876), se refuse à évoquer une division géographique de l'Europe qu'il trouve déjà bien affaiblie. La *Grande Encyclopédie, inventaire raisonné des sciences, des lettres et des arts*[18] (1887) introduit enfin une Europe centrale située « entre le Rhin et le Dniestr ». En revanche, *La Grande Encyclopédie du XIX^e siècle* (1885-1902) divise l'Europe en quatre ensembles : l'Europe orientale (limitée à l'ouest par la Baltique et les Carpates), l'Europe méridionale, formée par les péninsules méditerranéennes et les Balkans, l'Europe septentrionale, et l'Europe centrale et occidentale, indifférenciée. Il faut attendre les travaux d'Auguste Himly[19] et d'Elisée Reclus[20] pour que la notion d'Europe centrale revête une dimension scientifique. Ce n'est évidemment pas un hasard si l'Europe centrale "apparaît" en Occident au moment où l'Europe s'inquiète de la montée de la puissance de la Prusse, bientôt devenue Allemagne (avec un paradoxe puisqu'au départ les frontières de l'Europe centrale partent de la Belgique, donc avec une forte empreinte habsbourgeoise, pour peu à peu reculer vers la Suisse, puis au-delà de l'Allemagne). Ce n'est pas non plus un hasard si cette "découverte" se fait par une double capillarité puisqu'elle a été précédée par une prise de conscience de la Russie à partir de la fin des années 1830 et surtout après la guerre de Crimée[21]. Cette double filiation est fondamentale pour la suite au niveau des représentations françaises. D'un côté, il y a la découverte d'un monde slave d'Europe médiane susceptible de prendre à revers l'Allemagne s'il se dégermanisait et prenait conscience de soi ; de l'autre, il y a ses liens avec le monde slave, le panslavisme (sous ses formes multiples : slave, austroslave, russe ou révolutionnaire) et ses incertitudes (alliance ou danger ?). L'hypothèque géopolitique est donc présente

[17] Édition de 1740.
[18] Placé sous la direction d'un collectif (Berthelot, Dreyfus...), tome 16, p. 783, Paris-Tours, H. Lamirault et Cie, 1887 (?).
[19] Auguste Himly, *Histoire de la formation territoriale des États de l'Europe centrale,* Paris, Hachette, 1876.
[20] Élisée Reclus, *Nouvelle géographie universelle. L'Europe centrale*, tome III, Paris, Hachette, 1878.
[21] Michel Cadot, *L'Image de la Russie dans la vie intellectuelle française (1839-1856)*, Paris, Fayard, 1967.

dès les origines et ne cessera de peser. Bien évidemment, ce processus se déroule alors que l'appréhension nationale de l'Europe progresse et devient peu à peu dominante[22].

À noter que, dès les années 1840, comme l'ont montré différents travaux consacrés à la *Revue des Deux Mondes*, la question politique de l'Europe centrale est abordée avant que n'apparaisse le terme Europe centrale (le baron Adolphe d'Avril parle encore d'Europe orientale en 1869 pour désigner l'Autriche et la Pologne)[23]. Dès cette époque, les observateurs soulignent la montée des tensions nationales au sein de l'empire habsbourgeois. En même temps, en dehors de quelques plumes pertinentes comme Saint-René Taillandier, beaucoup ne comprennent pas (y compris l'entourage de Napoléon III) cette dimension nationale qui entrave les possibilités d'une alliance forte avec Vienne. André Lorant l'a bien montré dans son *Compromis austro-hongrois et l'opinion publique française en 1867*[24].

C'est là le troisième point de perception de ces débuts : la triple articulation entre le souci géostratégique d'une part, le libéralisme politique de l'autre, le droit des nationalités enfin. Cette question majeure émerge dans les années 1830 avec la vague de sympathie pour la Pologne (mais il ne faut pas oublier le philo-hellénisme qui l'a précédée[25]) et dure finalement jusqu'en 1918 et la reconstruction de l'Europe médiane. Les trois éléments cités peuvent générer des contradictions et conduire *de facto* à une marginalisation par atomisation de l'Europe centrale. Prenons l'exemple de la Hongrie en guise d'illustration : elle provoque une vague de sympathie à la suite de son écrasement en 1849. En revanche, on ne comprend pas qu'elle affaiblisse Vienne face à la Prusse bismarckienne dans les années 1860 en invoquant le droit d'État. L'image se fait carrément

---

[22] Outre Anne-Marie Thiesse (*La création des identités nationales, XVIII^e^-XX^e^ siècles*, Paris, Les Éditions du Seuil, 1999), dont les thèses sont faibles sur l'Europe centrale, mais intéressantes globalement, voir *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 43, BDIC, juillet-septembre 1996, et Marie-Elizabeth Ducreux, « Langue et Histoire. L'Europe centrale entre l'érudition et la tradition, 1760-1810 (ou : quelques réflexions autour de Schlözer, Herder, Dobrovský et Dobner) », *in* : Frédéric Barbier (dir.) *Est-Ouest : transferts et réceptions dans le monde du livre en Europe (XVII^e^-XX^e^ siècles)*, Leipzig, Leipziger Universitätsverlag, 2005, p. 256-275.

[23] François Bocholier, *Saint-René Taillandier, itinéraire d'un germaniste*, mémoire de maîtrise sous la direction de Bernard Michel, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 1996.

[24] Genève, Droz, 1971.

[25] Denys Barau, *La Cause des Grecs. Une histoire du mouvement philhellène (1821-1829)*, Paris, Éditions Honoré Champion, 2009.

négative dans les années 1870 quand la politique hongroise devient assimilatrice, et encore plus quand elle refuse la démocratisation politique au début du XX^e siècle[26]. On voit ici comment s'articulent une vision qui souhaiterait faire de la région un ensemble impérial (et germanique), une vision propre aux élites locales (aux aristocraties notamment, mais aussi aux bourgeoisies nationales) qui se réclament de plus en plus du droit d'État à partir de la fin du XVIII^e siècle et surtout de la première moitié du XIX^e siècle — pour s'assurer d'une certaine autonomie par rapport aux centres du pouvoir (Vienne, Berlin ou Moscou) — et une vision des peuples portée par une partie des "éveilleurs", nouvelles élites constituées par des ecclésiastiques, des enseignants, des représentants des professions libérales ou des groupes économiques nationaux émergents.

Atomisation et marginalisation vont de pair. Dans l'opinion publique, dans les milieux universitaires, dans certaines franges du monde politique français (radicaux, radicaux-socialistes, une partie des socialistes, certains groupes de la droite classique), nous assistons incontestablement à une montée de la connaissance de l'Europe centrale et à une volonté croissante de répondre au désir des peuples à disposer d'eux-mêmes. Au pouvoir, il n'en est pas de même. Il suffit de rappeler à cet égard le séjour de Paul Claudel comme consul à Prague et son hostilité aux velléités d'autonomie des Tchèques[27]. En l'absence d'un bloc des mécontentements centre-européens sur lequel la politique de revanche contre l'Allemagne pourrait s'appuyer, les responsables français choisissent finalement une grande prudence dans les relations internationales. Prudence en partie par défaut d'alternative plausible. Prudence par ignorance. Prudence aussi par réalisme.

C'est dans ce cadre général contradictoire qu'on peut essayer d'évaluer la nébuleuse Europe centrale en France sous l'Autriche-Hongrie. Et le fait d'utiliser cette dénomination étatique montre combien la notion d'Europe centrale est alors fragile.

---

[26] Elle correspond à une montée de l'intérêt pour le monde et les peuples slaves au sein de l'Empire austro-hongrois (il suffit de voir l'évolution d'un Louis Eisenmann à cet égard) ; par ailleurs, le grand rapprochement économique, financier et militaire avec Moscou a conforté cette sensibilisation.

[27] *Cahiers Paul Claudel*, n° 9, Paris, NRF Gallimard, 1971. Et Stéphane Reznikow, *Francophilie et identité tchèque*, Paris, Librairie Champion, 2000.

Premièrement, elle est construite comme une périphérie de l'Europe occidentale, ce qui nous renvoie à la fois à la thèse de Szűcs sur les trois Europe(s) et à la construction des Balkans, telle que Maria Todorova nous l'a magnifiquement montré en 1997 (sauf quand elle s'aventure sur le terrain de l'Europe centrale). Nous pouvons aussi renvoyer à Larry Wolff, lecture stimulante pour notre objet[28].

Deuxièmement, malgré l'intérêt qu'elle représente, l'Europe centrale reste marginale sur le plan politique en raison de la confusion qui y règne et de la difficulté permanente de l'appréhender. Marie-Elizabeth Ducreux a montré comment cette marginalisation avait été construite par le juriste Goldast von Haiminfeld dès 1627, en niant par exemple le droit historique du royaume de Bohême à l'indépendance, avec une dilution de cette périphérie à la fois dans les « États de l'Empereur » et dans le Saint Empire romain germanique[29]. Les discontinuités étatiques dans la région ont d'ailleurs facilité cette mise à l'écart, voire ce déclassement, de la part d'opinions publiques marquées par une conception jacobine et centralisatrice sur la longue durée[30]. De ce point de vue, il y a une conjonction ancienne entre une vision allemande qui dénie la souveraineté aux États de la région et une vision française qui fait de cette aire une sorte d'angle mort de l'Europe.

Troisièmement, l'Europe centrale apparaît comme marginale sur le plan économique — de par son sous-développement global[31] et de par la faiblesse de ses échanges avec la France — et sur le plan culturel — de par la méconnaissance qu'on a de ses cultures et de

[28] Maria Todorova, *Imagining the Balkan*, Oxford/New York, Oxford University Press, 2009 (édition revue) et Larry Wolff, *Inventing Eastern Europe*, Stanford, Stanford University Press, 1994.

[29] « Conditions et construction de la marginalisation des pays du Centre et du Sud de l'Europe : quelques réflexions préliminaires » dans le cadre du séminaire « L'Europe élargie de la Sainte-Alliance au Traité de Lisbonne », exposé à l'Institut d'études avancées de Paris, le 30 juin 2009.

[30] Il s'agit aussi bien du royaume bulgare (de la fin du XIV^e^ siècle à 1878), des principautés serbe et croate, de la *Res Publica* polonaise (entre 1795 et 1918, puis entre 1939 et 1945) que du royaume de Bohême (entre 1620 et 1918, puis pour la Tchécoslovaquie entre 1939 et 1945) ou de la Hongrie, surtout pour une décennie, après 1849, même si, comme pour le royaume de Bohême, l'attribution aux Habsbourg de la couronne de Saint-Étienne, puis la transformation de la monarchie élective en monarchie héréditaire a considérablement réduit la souveraineté, surtout extérieure, des Hongrois. Bien entendu, il faut tenir compte dans tous ces cas de la construction des discontinuités et des instrumentalisations nationales du XIX^e^ siècle.

[31] Ce qui n'empêche pas des poches d'industrialisation remarquables autour de certaines villes polonaises, en Basse-Autriche, en Bohême-Moravie, à Pest…

par l'effet d'attraction à sens unique qu'exerce Paris sur les artistes et créateurs de toute l'Europe.

Quatrièmement : à partir de 1848, et surtout de 1867 avec le Compromis austro-hongrois, la notion régionale et dynastique est sans cesse parasitée par l'approche nationale. L'Europe centrale se réduit-elle alors à l'Autriche-Hongrie, comme on peut souvent le voir, ou dépasse-t-elle ce cadre ? Ne serait-elle qu'une métaphore de l'Autriche-Hongrie ? Et dans ce cas, ne serait-elle pas l'expression d'une volonté de puissance perdue face à la montée de la Prusse et de la Russie ? Mais face à cette volonté globalisante, il y a une cristallisation de plus en plus nette sur le national dont les raisons sont certes idéologiques, mais aussi sociales, économiques et politiques avec l'émergence de bourgeoisies particularistes qui défendent leurs intérêts en les liant étroitement à une conscience linguistique et historique.

Cinquièmement, l'Europe centrale est dès le départ plus éloignée dans la carte mentale des Français que le monde colonial. Et à la fin des années 1990, la France ne saura pas choisir entre l'Afrique et l'Europe alors qu'elle n'avait plus les moyens de mener efficacement deux politiques simultanées[32].

DISPARITION ET RÉAPPARITION DE L'EUROPE CENTRALE

La victoire des Alliés et les traités de Paix de la banlieue parisienne ont fait voler en éclats la notion d'Europe centrale telle que l'incarnaient la dynastie habsbourgeoise et le conglomérat de ses possessions. Il en subsistera quelques morceaux, à travers les tentatives de multiples recomposition des années 1920 et 1930 (Petite Entente, Pacte baltique, Pacte balkanique, projets économiques avortés). Mais aucune n'aboutira à reconstruire une structure ne serait-ce que provisoire[33]. L'image de l'Europe centrale est alors profondément modifiée et l'Allemagne en est alors définitivement exclue (d'un point de vue français, dont Louis Eisenmann est l'incarnation pour l'entre-deux-guerres[34]).

---

[32] A. Marès, « De l'appétence française pour l'Europe centrale », art. cit.

[33] Voir les travaux de Zdeněk Sládek, de Magda Adam ou de Maria Ormos sur la Petite Entente. Ou encore les études de Vladimír Goněc (de Brno), sur ces nombreuses tentatives centre-européennes qui se poursuivent dans les années 1940 et 1950 en exil.

[34] A. Marès, « Louis Eisenmann… », art. cit.

La tendance au national et au nationalisme casse les dimensions transnationales déjà affaiblies par l'échec des internationalismes de l'avant-guerre. Dans cette perspective, la recherche d'une union est dévalorisée et l'on sait la marginalité du mouvement paneuropéen pourtant dû à un Centre Européen[35]. L'État-nation a pris une nouvelle dimension et tout doit lui être subordonné. On connaît les effets délétères dans la région de la recherche de l'intérêt immédiat, notamment lors de la crise mondiale. Les démocraties seront dans l'incapacité de remettre sur pied des solidarités fortes en Europe centrale, y compris entre leurs alliés[36]. Le paradoxe veut que ce soit l'Allemagne hitlérienne qui reconstitue par la force un ensemble régional, sous l'égide du nazisme et d'un concept dévoyé de Mitteleuropa (qui n'avait pas grand-chose à voir avec les projets de Friedrich Naumann[37]). L'idée d'une nouvelle Europe nazifiée sans frontières se brisera finalement sur l'aventure russe, à l'Est.

Après la défaite de l'Allemagne, il est intéressant de noter que l'idée d'une recomposition de l'Europe sur des bases "slaves" va revoir le jour : il s'agit bien sûr d'une récupération tactique par Staline pendant la guerre de l'ancienne idée de 'solidarité slave' fondée par le poète slovaque Jan Kollar dans les années 1820, mais aussi d'une analyse plus profonde des évolutions démographiques et géostratégiques en Europe[38]. Ainsi, le concept de « monde slave » maintenu central par la philologie du XX^{e} siècle, va avoir des extensions politiques pendant quelques années[39].

La guerre va renforcer un nationalisme fondé sur l'antifascisme — légitime réaction aux Occupations —, dans un mouvement en deux temps qui va avoir des formes radicales d'homogénéisation nationale au sortir de la guerre (avec les expulsions massives des

[35] Lubor Jilek, *Pan-Europe de Coudenhove-Kalergi : l'homme, le projet et le mouvement paneuropéen*, European Institute of Geneva University, *Human Security*, n° 9, 2004-2005.

[36] Nous renvoyons sur le sujet aux deux excellentes thèses d'Isabelle Davion, *Mon voisin, cet ennemi. La France face aux relations polono-tchécoslovaques entre les deux guerres*, Bruxelles [*et al.*], Peter Lang, 2009, et de Frédéric Dessberg, *Le triangle impossible. Les relations franco-soviétiques et le facteur polonais dans les questions de sécurité en Europe (1924-1935),* Bruxelles [*et al.*], Peter Lang, 2009.

[37] Ce que soulignait justement Jacques Droz dans *L'Europe centrale*, Paris, Payot, 1960.

[38] Vladimir C. Fisera, *Les peuples slaves et le communisme, de Marx à Gorbatchev*, Paris, Berg International, 1994.

[39] Edvard Beneš va en être le porteur principal (*Où vont les Slaves ?* Paris, Éditions de notre temps, 1948). Mais on peut citer aussi le très intéressant ouvrage d'Albert Mousset (*Le Monde slave*, Paris, Société d'éditions françaises et internationales, 1946), riche d'aperçus très pertinents.

germanophones de la région et les échanges de population) et une centralisation générale des politiques ; suivra une politique de négation des spécificités nationales en vue d'une fusion au sein du modèle stalinien, politique qui ne pouvait être que violente puisqu'il s'agissait de remplacer une légitimité communiste nationale par une légitimité moscovite. On sait que dans ces conditions toute perspective de multilatéralité ou de regroupement était condamnée si elle ne partait pas de Staline. En simplifiant, on pourrait dire que le système soviétique s'est caractérisé par l'intensité des liens bilatéraux plus que par une intégration régionale. Ce bilatéralisme, forcément inégal dans les relations avec Moscou, s'est assoupli après la mort de Staline et avec la déstalinisation qui a favorisé, dans le bloc soviétique, des rapports multipolaires.

Dans ce cadre général, comment la France s'est-elle située face à l'Europe centrale ?

La France officielle s'est immédiatement débarrassée au printemps 1945 du concept 'Europe centrale' pour adopter l'expression 'Europe de l'Est', qui entérine le fait accompli de la main-mise soviétique, même si on la dénonce, comme on dénonce le soi-disant partage de Yalta[40].

Pendant une bonne décennie, le monde intellectuel est dominé par une prégnance résistante et philosoviétique qui ne laisse pas d'espace pour la réception d'un ordre non soviétique en Europe centrale[41].

[40] De fait, le partage est bien antérieur : il remonte au refus d'un débarquement allié dans les Balkans, à la Conférence de Téhéran, puis à la rencontre entre Churchill et Staline à Moscou en octobre 1944. C'est au retour de la mission confiée au printemps 1945 par le général de Gaulle à Christian Fouchet que Paris prend son parti du *statu quo* établi par les Soviétiques à l'Est. *Cf.* A. Marès, « La France libre et l'Europe centrale et orientale 1940-1944 », *Revue des études slaves,* tome LIV n° 3, 1982, p. 305-336. Il s'agit là du fameux réalisme de la politique gaullienne, tel qu'il sera mis en œuvre sous la V^e^ République (Maurice Vaïsse, *La grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle 1958-1969*, Paris, Fayard, p. 413-451, sur la politique à l'Est).

[41] Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France, de l'affaire Dreyfus à nos jours*, en collaboration avec Pascal Ory, Paris, Armand Colin, 1986 et 2002 ; *Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au XX^e^ siècle*, Paris, Fayard, 1990, et Gallimard, (Folio), 1996 ; « Paris au cœur du débat Est-Ouest », *in* : A. Marès et Pierre Milza (dir.) *Le Paris des étrangers depuis 1945*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994, p. 121-128.

Il a fallu attendre les chocs successifs des répressions qui ont suivi la révolution hongroise de 1956[42], le Printemps de Prague[43], puis la naissance de Solidarność pour que cette dominante s'effondre[44]. La réception des exils centre-européens en France est un bon indice de ces changements[45]. Mais il faut noter l'acceptation globale et durable du statu quo européen par les pouvoirs successifs, notamment sous la Ve République.

C'est à la charnière des années 1970-1980 que l'Europe centrale réapparaît sur la scène avec une triple fonction : historique tout d'abord avec la réhabilitation d'un des pôles créateurs de la modernité du XXe siècle, intellectuelle ensuite avec la reconnaissance de la diversité derrière le Mur, et peut-être même une sorte de modèle européen alternatif (avec la Résistance, le courage, la morale, une forme de lutte pour la culture, pour la démocratie…) ; politique enfin avec cette idée que l'Europe centrale est un point d'appui vers la liberté contre l'Europe de l'Est (l'Europe centrale contre la barbarie) : cette Europe centrale est plus rêvée que réelle ; elle forme "un continent imaginaire" qui a investi le champ public au moins pendant une quinzaine d'années, et dont il ne reste que quelques vestiges résistant aux réalités de l'après 1989.

La dernière grande question touche à l'articulation entre Europe centrale et Europe : dans un premier temps, l'Europe centrale joue le rôle de révélateur et d'*individualisateur* de la région face à la tutelle soviétique. Dans un deuxième temps, après 1989, elle apparaît comme un ghetto possible, une sous-Europe, un sas d'attente. Par conséquent se réclamer d'Europe centrale n'est plus valorisant et nombre d'intellectuels, à commencer par Milan Kundera, se réclament Européens. Sur une courte période de deux décennies, l'Europe centrale a donc connu des éclairages très bivalents qui confirment sa volatilité.

---

[42] Gusztav Kéczkes, *La diplomatie française et la révolution hongroise de 1956*, Paris-Budapest-Szeged, Institut hongrois de Paris, 2005.

[43] François Fejtö et Jacques Rupnik, *Le Printemps de Prague et de Bratislava*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1999.

[44] Florence Grandsenne, « Les intellectuels français face aux crises du communisme en Europe du Centre-Est (1956-1981) », *Labyrinthe*, n° 7, 2000, [En ligne], mis en ligne le 20 avril 2005. URL : http://labyrinthe.revues.org/index731.html. Consulté le 7 février 2010.

[45] Sous la direction de W. Falkowski, actes du colloque *Les intellectuels en exil face aux régimes totalitaires*, qui s'est déroulé à Paris les 3 et 4 avril 2009 (Paris, Institut d'études slaves, 2011). Pour une approche sociologique : Stéphane Dufoix, *Politiques d'exil*, Paris, PUF, 2002.

Quelles leçons tirer globalement de cette évolution au XX^e siècle ? Tout d'abord, la marginalité du concept 'Europe centrale' sur la durée. Il est évident que c'est une zone secondaire pour la France et les Français (par rapport à l'étranger proche ou même au monde colonial). Deuxièmement, la force de l'idéologie (que ce soit dans les deux premières décennies du XX^e siècle ou pendant les deux dernières) et des choix stratégiques dans la prise en compte de la région (Trianon, Munich…). Troisièmement, une grande ignorance de l'Europe centrale parmi les élites françaises dont les exemples pourraient être multipliés au cours du XX^e siècle et qui persiste encore dramatiquement aujourd'hui dans la méconnaissance française de l'Europe : la chute des frontières physiques ne s'est pas accompagnée d'un désenclavement mental.

*
* *

Pour clore ces rapides remarques sur la perception française et revenir au cœur du sujet de ce séminaire, formulons quelques interrogations pour nourrir le débat.

La première est relative à la tension qui peut exister entre une définition régionale (et supranationale) et une définition étatique (et nationale) de l'Europe centrale, ces deux dernières ayant de plus en plus tendance à se confondre depuis le XIX^e siècle. Est-il alors pertinent d'évoquer l'Europe médiane comme un tout et comment caractériser ses traits communs en dehors de la redondance sur la centralité et la transition entre deux Europe ? Jenő Szűcs déjà cité[46] a lancé la discussion historique sur *les trois Europes* et il a défendu la thèse d'une caractérisation de la région par des modes de développement spécifiques ; les historiens marxistes et certains historiens de l'économie ont souligné la faiblesse de son développement capitalistique et la longue empreinte du servage, avec une ruralité assez tardivement partagée. Mais elle ne suffit pas car, au milieu de cette ruralité, il existe des foyers industriels qui apparaissent très tôt et même des régions qui deviennent des pôles industriels importants à l'échelle européenne. La multiplicité, l'enchevêtrement et la coexistence ethniques et culturelles sont aussi

[46] *Les trois Europes*, préfacé par Fernand Braudel, Paris, L'Harmattan, 1985.

des éléments caractéristiques de l'Europe centrale[47]. Mais, sans disparaître complètement, ils se réduisent considérablement avec la Deuxième Guerre mondiale, notamment avec la Shoah et l'expulsion des minorités allemandes. Les traits communs ne sont donc pas permanents et relèvent souvent plus d'impressions, d'une atmosphère, parfois du décor urbain et de la survivance de certains modes de vie (les cafés, par exemple), que d'une définition précise et rigoureuse. Dans un monde dont l'uniformisation s'accélère d'une manière qui semble inéluctable, y a-t-il place pour une triple revendication identitaire : européenne, centre européenne et nationale (voire régionale ou locale) ? Peuvent-elles être complémentaires ou se contrarient-elles dans cette volonté de diversité culturelle réaffirmée récemment par l'UNESCO[48] ?

La deuxième question concerne la contradiction à définir cette région par des frontières alors que celles-ci sont constamment en mouvement. Cette idée de frontière est d'ailleurs très ambivalente : elle est d'un côté structurante pour les identités collectives et les États lui sont évidemment très attachés, parce qu'elles participent de leur légitimité, de leur pérennité, de leur protection et de la paix ; dans le même temps, elles constituent des murs qui peuvent signifier l'enfermement (dans le monde soviétique et ailleurs) ou même une hostilité déclarée à l'égard de celui qui est au-delà de cette ligne. L'essentialisation de la frontière — et donc des territoires — est une des causes majeures des conflits. Certains préfèrent l'image de la membrane, qui est protectrice, donne son identité à la cellule, mais est poreuse et s'enrichit des échanges avec le monde extérieur[49]. L'obsession des frontières demeure cependant : comme l'a noté Michel Foucher, les phases de mondialisation économique s'accompagnent toujours d'un mouvement de consolidation territoriale. Un chiffre l'illustre : sur les 248 000 km de frontières terrestres existantes, 26 000 ont été institués depuis 1991[50].

---

47 *Cf.* la vision de Bernard Michel, qui s'appuie beaucoup sur cette dimension culturelle (*Nations et nationalismes en Europe centrale XIX^e siècle - XX^e siècle*, Paris, Aubier, 1995).

48 Motion adoptée le 2 novembre 2001 par la 31^e session de la Conférence générale de l'UNESCO (*cf.* http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001271/127160m.pdf) et officiellement proclamée en mars 2007.

49 Jean-Claude Guillebaud, *Le commencement d'un monde : vers une modernité métissée*, Paris, Seuil, 2008.

50 Michel Foucher, *L'obsession des frontières*, Paris, Perrin, 2007.

Pratiquement — et les géographes s'y emploient — nous pouvons tracer des frontières politiques, historiques, voire ethnographiques, à un instant T[51]. Mais elles ont pour singularité d'être plus changeantes que les autres frontières européennes, au fil des invasions, des luttes de voisinages, des déplacements (ou des exterminations) de population. L'historien peut donc faire une série de photographies de ces instants T, en multipliant les critères. Mais nous percevons les limites de cet exercice photographique, car la superposition des clichés rend la lecture de l'espace rapidement impossible. Au contraire, l'idée selon laquelle des frontières fixes sont insuffisantes — voire trompeuses — pour appréhender en profondeur la région sur le plan historique, peut conduire à des conceptions plus dynamiques. Toute personne qui s'est trouvée sur la colline de Devin, à côté de Bratislava, à portée de vue de quatre États — la Slovaquie, les Pays tchèques, l'Autriche et la Hongrie — a compris à quel point les découpages frontaliers rendent mal compte de ce qui relie les habitants de la région. Si nous substituons la dynamique du film à la statique de la photo, nous entrons dans une autre perspective : dans une civilisation marquée à partir du XIX^e^ siècle par une urbanisation montante, les villes deviennent les pôles de développement et de transformation des sociétés. Ces pôles, comme les noyaux d'un atome, exercent une attraction plus ou moins grande sur le monde environnant, qui peut varier dans le temps et qui est mesurable en termes de flux humains et marchands, de mobilité, d'échanges, de pratiques multilinguistiques, de développement des infrastructures, d'apprentissages du savoir… En bref, une histoire régionale concrète qui privilégierait le social par rapport au politique, les réalités par rapport au discours et permettrait de mieux mettre en relief les spécificités locales et les points communs européens. Une telle histoire nous manque encore, même si elle commence par être abordée[52].

La troisième question est encore plus essentielle. L'Europe « qu'on dit centrale »[53] existe-t-elle encore en tant qu'ensemble spécifique ? N'est-elle plus au contraire qu'un objet historique délimité

[51] Voir le beau travail dirigé par Michel Foucher, *Fragments d'Europe*, Paris, Fayard, 1993.

[52] Je pense notamment aux nombreux groupes d'historiens bilatéraux (tchéco-allemands, polono-tchèques, tchéco-slovaques, austro-slovaques, polono-allemands…) qui travaillent sur ces questions, sans parler des coopérations multinationales de plus en plus nombreuses.

[53] Pour reprendre le titre de l'ouvrage de Catherine Horel, *op. cit.*

étroitement dans le temps et appartiendrait-elle au passé de destins communs désormais irréversiblement séparés ? Si l'on résume ses caractéristiques à celles de la période habsbourgeoise, comme on est souvent tenté de le faire[54], elles ont été en grande partie détruites au cours du XXe siècle. Déjà dans l'entre-deux-guerres marqué par les nationalismes et les États-nations, l'Europe centrale est plus une nostalgie qu'une réalité. Les quatre décennies de régime communiste ont amplifié la rupture. Dans les années 1980, elle ressurgit comme une redécouverte parfois fantasmée. Et depuis 1989, malgré le triangle (devenu quadrilatère) de Visegrád, la région ne se distingue pas par une volonté de reconstruction fédérative régionale : elle est par ailleurs plus marquée par l'euro-atlantisme que par un attachement particulier à l'Europe comme puissance[55].

À quoi donc peut servir au XXIe siècle le maniement du terme (et du concept) Europe centrale ? En bref, est-elle résiduelle ou non ? Demeure-t-elle pertinente ? Indiscutablement, elle sert à désigner — même si ses contours sont flous — une zone géographique dont les particularités sont indéniables (zone de transition géographique, zone de transition socio-historique, zone d'enjeux entre l'Est et l'Ouest, zone de médiation…), fonction relativement ancienne et toujours actuelle ; elle sert par ailleurs à donner à l'historien un espace pour montrer la place d'une partie de l'Europe négligée par les grandes puissances riveraines et considérée comme une zone d'expansion naturelle ou comme "objet" des relations internationales : en ce sens, elle est un outil pour légitimer un champ scientifique ; elle sert aussi dans le discours politique à cerner une zone traditionnelle d'instabilité géopolitique, dont le conflit yougoslave des années 1990 a été un nouvel avatar, voire à stigmatiser à l'occasion ces "autres" qui pensent différemment l'Europe ; depuis la décennie 1980, elle sert enfin à évoquer un monde de culture mixte et de coexistence redevenu d'actualité dans un univers de métissage, et peut-être à tenter de donner des sources particulières à une Europe qui se cherche, car ses bases traditionnelles sont vacillantes.

---

[54] Le volume des éditions Autrement *Europe centrale, un continent imaginaire*, dirigé par Cécile Wajsbrot et Sébastien Reichmann (série Monde, H. S. n° 51, février 1991), en est un bel exemple.

[55] A. Marès, « Central Europe in the 'Fifth' Enlargement of the European Union », *in* : Wilfried Loth (dir.) *Experiencing Europe, 50 Years of European Construction 1957-2007*, Baden-Baden, Nomos, 2009, p. 326-345.

Quant à l'usage purement français, on ne peut que constater aujourd'hui sa déliquescence, avec la résurgence dans le champ politique et médiatique du terme Europe de l'Est, *a priori* dévalorisant. C'est tout le défi devant lequel les spécialistes de la région sont placés, celui d'un "réapprivoisement" de l'Europe centrale après le désenchantement de la dernière décennie[56].

[56] Il y a pourtant des raisons d'espérer car, malgré tout, jamais le tissu de la recherche et des enseignements sur l'Europe centrale n'a été aussi dense en France, privilégiant surtout la science politique : pour une description de cette évolution, A. Marès, « De l'appétence française pour l'Europe centrale », art. cit.

RÉSUMÉS

Le concept “Europe centrale” est une construction intimement liée au temps et à l’espace, et par conséquent extrêmement mouvante au cours du dernier siècle et demi. Après en avoir suivi les avatars dans l’espace scientifique et intellectuel français depuis son apparition dans les années 1870, l’auteur s’interroge sur la tension entre une définition régionale et une définition étatique de la région, sur la difficulté à définir cette région par des frontières là où la circulation et les flux sont plus importants que les limites, sur la permanence ou non de l’Europe centrale et enfin sur ses usages et le sens de ces usages.

Mots-clés : Europe centrale ; Perceptions de l’Europe ; Histoire de l’Europe XIX^{e}-XX^{e} siècles